

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR SUPÉRIEURE
(Action collective)

N° :

OPTION CONSOMMATEURS, nom utilisé par l'ASSOCIATION COOPÉRATIVE D'ÉCONOMIE FAMILIALE DU CENTRE DE MONTRÉAL, personne morale constituée en vertu de la *Loi sur les coopératives du Québec*, ayant son siège au 50, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 440, Montréal, district de Montréal, province de Québec, H2X 3V4

DEMANDERESSE

-et-

GUILLAUME ROUSSEAU, domicilié et résidant au 

PERSONNE DÉSIGNÉE

c.

2642-0398 QUÉBEC INC. faisant notamment affaire sous le nom d'**AUTOPLATEAU LOCATION**, personne morale constituée en vertu de la *Loi sur les compagnies partie 1A*, ayant son siège au 3585, rue Berri, bureau 110, Montréal, district de Montréal, province de Québec, H2L 4G3

-et-

9007-3529 QUÉBEC INC. faisant notamment affaire sous le nom d'**AUTORENTACANADA.COM**, personne morale constituée en vertu de la *Loi sur les compagnies partie 1A*,

ayant son siège au, 1387, boul. du Curé-Labelle, Blainville, district de Terrebonne, province de Québec, J7C 2P1

-et-

BUDGETAUTO INC., personne morale constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, ayant son siège au 1, Convair Drive East, Etobicoke, Ontario, M9W 6Z9 et ayant son principal établissement au Québec au 975, boul. Roméo-Vachon, bureau CT-2, Dorval, district de Montréal, province de Québec, H4Y 1H1

-et-

AVISCAR INC., personne morale constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, ayant son siège au 1, Convair Drive East, Etobicoke, Ontario, M9W 6Z9 et ayant son principal établissement au Québec au 3387, boul. des Sources, Dollard-des-Ormeaux, district de Montréal, province de Québec H9B 1Z8

-et-

LOCATION AMÉRICAR INC. faisant notamment affaire sous le nom de **LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS DISCOUNT**, personne morale constituée en vertu de la *Loi sur les compagnies partie 1A*, ayant son siège au 561, rue Leclerc, bureau 101, Repentigny, district de Joliette, province de Québec, J6A 8B4

-et-

2313-7292 QUÉBEC INC. faisant notamment affaire sous le nom de **DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS** et **VIA ROUTE**, personne morale constituée en vertu de la *Loi sur les compagnies partie 1A*, ayant son siège au 9500, boul. Henri-Bourassa Ouest, Montréal, district de Montréal, province de Québec, H4S 1N8

-et-

L'ÉQUIPE DANY SÉVIGNY INC. faisant notamment affaire sous le nom de **DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS** et **VIA ROUTE SHERBROOKE**, personne morale constituée en vertu de la *Loi sur les compagnies partie 1A*, ayant son siège au 1979, rue King Est, Sherbrooke, district de Saint-François, province de Québec, J1G 5G7

-et-

ALAMO RENTAL (CN) INC., personne morale constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* de l'Ontario, ayant son siège au 181, Bay Street, bureau 2100, Toronto, Ontario, M5J 2T3 et ayant son domicile élu au Québec au 1501, avenue McGill Collège, 26^e étage, Montréal, district de Montréal, province de Québec, H3A 3N9

-et-

LA COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS ENTERPRISE CANADA faisant notamment affaire sous le nom de **NATIONAL LOCATION D'AUTOS** et **ALAMO® LOCATION D'AUTOS**, personne morale constituée en vertu du *Companies Act* de la Nouvelle-Écosse, ayant son siège au 1969, Upper Water

Street, bureau 1300, Halifax, Nouvelle-Écosse, B3J 3R7 et ayant son domicile élu au Québec au 5830, chemin de la Côte-de-Liesse, bureau 200, Mont-Royal, district de Montréal, province de Québec, H4T 1B1

-et-

NATIONAL RENTAL (CN) INC., personne morale constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* de l'Ontario, ayant son siège au 181, Bay Street, bureau 2100, Toronto, Ontario, M5J 2T3 et ayant son domicile élu au Québec au 1501, avenue McGill Collège, 26^e étage, Montréal, district de Montréal, province de Québec, H3A 3N9

-et-

HERTZ CANADA VEHICLES PARTNERSHIP, personne morale non constituée au Québec, ayant son siège au 2, Convair Drive East, Etobicoke, Ontario, M9W 7A1 et ayant son principal établissement au Québec au 555, rue Arthur-Fecteau, Dorval, district de Montréal, province de Québec, H4Y 1J7

-et-

HERTZ CANADA LIMITED, personne morale constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* de l'Ontario, ayant son siège au 2, Convair Drive East, Etobicoke, Ontario, M9W 7A1 et ayant son principal établissement au Québec au 44, Côte du Palais, Québec, district de Québec, province de Québec, G1R 4H8

-et-

9093-4233 QUÉBEC INC. faisant notamment affaire sous le nom de **GLOBE CAR**, personne morale constituée en vertu de la *Loi sur les compagnies partie 1A*, ayant son siège au 5653, rue Paré, bureau 100, Mont-Royal, district de Montréal, province de Québec, H4P 1S1

-et-

GLOBE LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS INC., personne morale constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, ayant son siège au 5653, rue Paré, bureau 100, Mont-Royal, district de Montréal, province de Québec, H4P 1S1

-et-

DOLLAR THRIFTY AUTOMOTIVE GROUP CANADA INC., personne morale constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* de l'Ontario, ayant son siège au 2, Convair Drive East, Etobicoke, Ontario, M9W 6Z9 et ayant son principal établissement au Québec au 2005, 55^e Avenue, Dorval, district de Montréal, province de Québec, H9P 1G9

DÉFENDERESSES

**DEMANDE POUR AUTORISATION D'EXERCER UNE ACTION COLLECTIVE
(Art. 575 C.p.c et ss.)**

**À L'UN DES HONORABLES JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE SIÉGEANT DANS
ET POUR LE DISTRICT DE MONTRÉAL, LA DEMANDERESSE EXPOSE
RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT :**

I - INTRODUCTION

1. Dans l'industrie de la location de véhicules à court terme, une pratique courante veut que l'on discrimine à l'endroit des conducteurs âgés de 16 à 24 ans (ci-après « jeunes conducteurs »).
2. Cette discrimination envers les jeunes conducteurs prend trois formes : (1) l'imposition de frais additionnels (2) le refus de leur louer certains modèles de véhicule et (3) le refus pur et simple de leur louer tout modèle de véhicule.
3. L'âge à partir duquel les défenderesses appliquent les trois pratiques discriminatoires varie d'une défenderesse à l'autre, mais ce traitement différentiel s'applique uniquement en raison de l'âge.
4. En vertu de la *Charte des droits et libertés de la personne*¹ (ci-après « Charte »), une telle discrimination est interdite.
5. Bien qu'il soit permis dans certaines circonstances de faire une distinction, exclusion ou préférence en fonction de l'âge, notamment dans un contrat d'assurance, aucune exception n'est prévue par la loi en matière de louage de véhicules.
6. La présente action vise à mettre fin à ces pratiques discriminatoires et à indemniser les personnes qui les ont subies en dommages-intérêts compensatoires, moraux et punitifs.
7. L'action vise également, à titre subsidiaire, à faire déclarer lésionnaires les frais additionnels imposés en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés dans le contrat de location afin qu'ils soient réduits ou supprimés.

II – IDENTIFICATION DE LA DEMANDERESSE ET DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE

8. La Demanderesse demande que le statut de représentante du groupe envisagé lui soit attribué.
9. La demanderesse OPTION CONSOMMATEURS (nom utilisé par l'ASSOCIATION COOPÉRATIVE D'ÉCONOMIE FAMILIALE DU CENTRE DE MONTRÉAL) est une coopérative constituée en vertu de la *Loi sur les coopératives*², tel qu'en fait foi une copie de la déclaration d'association, de la déclaration modificative et du règlement

¹ L.R.Q., c. C-12.

² L.Q., ch. C-67.2.

général, produits en liasse comme **pièce R-1**, et de son état de renseignement d'une personne morale au registre des entreprises, communiqué comme **pièce R-2**.

10. Ayant comme mission de promouvoir et de défendre les intérêts des consommateurs tout en veillant à ce qu'ils soient respectés, tel qu'il appert de la pièce R-2 à la page 2, Option consommateurs serait en mesure d'assurer une représentation adéquate des membres au sens des articles 571 al. 3 et 575 (4) du *Code de procédure civile*.
11. La Demanderesse agit pour le compte des consommateurs depuis 1983, tel qu'il appert de la pièce R-1, et sa mission l'a amenée à représenter plusieurs groupes de consommateurs dans le cadre d'actions collectives.
12. La Demanderesse consacrerait le temps nécessaire à la présente affaire, tant devant la Cour supérieure que devant le Fonds d'aide aux actions collectives, et à collaborer avec les membres du groupe envisagé qui se feront connaître et à les tenir informés.
13. À cet égard, les avocats de la Demanderesse mettent en ligne une page Internet qui permet aux membres du groupe envisagé de se renseigner sur le présent dossier et de s'enregistrer afin d'être informés des développements dans le dossier.
14. La Demanderesse a donné mandat à ses avocats d'obtenir tous les renseignements pertinents au présent dossier et se tiendra informée de son évolution.
15. La Demanderesse est de bonne foi et entreprend des procédures en action collective dans l'unique but de faire en sorte que les droits des membres du groupe envisagé soient reconnus et qu'il soit remédié aux préjudices que chacun d'eux a subis.
16. Tel que prévu par l'article 571 al. 3 du *Code de procédure civile*, la demanderesse désigne le membre GUILLAUME ROUSSEAU comme personne désignée.
17. La demanderesse entend demander l'autorisation de représenter le groupe suivant :

Toute personne au Québec ayant subi une discrimination ou ayant conclu un contrat de location de véhicule à court terme comportant une clause discriminatoire avec l'une ou plusieurs des défenderesses en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés au contrat, et ce, depuis le 16 août 2016.

SOUS-GROUPE 1

Toute personne au Québec ayant conclu ou été désigné dans un contrat de location de véhicule à court terme avec l'une des défenderesses dans lequel des frais additionnels ont été imposés en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés dans le contrat, et ce, depuis le 16 août 2016.

SOUS-GROUPE 2

Toute personne au Québec à qui l'une des défenderesses a refusé de louer à court terme un ou des modèles de véhicule disponibles en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés dans le contrat, et ce, depuis le 16 août 2016.

SOUS-GROUPE 3

Toute personne au Québec avec qui l'une des défenderesses a refusé de conclure un contrat de location de véhicule à court terme en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés dans le contrat, et ce, depuis le 16 août 2016.

(ci-après le « Groupe »).

18. La demanderesse propose que l'action collective soit exercée devant la Cour supérieure siégeant dans le district de Montréal puisque quatre (4) des défenderesses y sont domiciliées, une (1) y a élu domicile et neuf (9) y ont des établissements. De plus, la demanderesse y a son siège et la personne désignée y réside.

III – LES DÉFENDERESSES

19. Les défenderesses opèrent toutes dans le domaine de la location de véhicules à court terme, tel qu'il appert de leurs états des renseignements au registre des entreprises des défenderesses, communiqués en liasse comme **pièce R-3**.

III – LES FAUTES REPROCHÉES

Les trois pratiques discriminatoires

20. Trois pratiques discriminatoires sont visées par la présente action collective :

- (1) l'imposition de frais additionnels;
- (2) le refus de louer certains modèles de véhicule; et
- (3) le refus pur et simple de louer tout modèle de véhicule.

21. Les défenderesses ont toutes des politiques prévoyant la mise en œuvre d'au moins l'une des trois pratiques discriminatoires énoncées ci-haut.
22. Un tableau descriptif énonce les pratiques discriminatoires de chaque défenderesse avec référence appropriée à chaque annexe pour valoir comme si ici au long récit, le tout tel qu'il appert de la **pièce R-4**.

Le droit applicable aux pratiques discriminatoires

23. L'âge à partir duquel les défenderesses appliquent les trois pratiques discriminatoires varie d'une défenderesse à l'autre, mais ce traitement différentiel s'applique uniquement à des jeunes conducteurs de moins de vingt-cinq (25) ans et uniquement en raison de l'âge.
24. Or, l'article 10 de la Charte prévoit qu'une distinction, exclusion ou préférence fondée sur l'âge est interdite à moins que la loi ne l'autorise.
25. À la différence du contexte d'un contrat d'assurance ou de rente pour lequel la Charte prévoit spécifiquement à son article 20.1 une exception, il n'existe aucune exception législative permettant de discriminer sur l'âge en matière de louage de véhicules de location à court terme.
26. Les contrats de location des défenderesses exigent que le véhicule soit assuré en cours de location.
27. Le tarif pour la location de véhicule auprès des défenderesses n'inclut pas de produits d'assurance ou d'exonération en cas de dommages matériels. Ceux-ci sont offerts par les défenderesses séparément et facturés de manière indépendante au tarif de location. Le locataire peut aussi fournir sa propre couverture.
28. De plus, les défenderesses offrent en option des produits d'assurance et d'exonération dont le coût est invariable en fonction de l'âge des conducteurs, tel qu'il appert des copies d'écran de simulations de location réalisées sur les sites Internet des défenderesses et du rapport de l'enquêteur privé, communiqués en liasse comme **pièce R-5**.

29. Le coût des produits d'assurance offerts en option aux contrats de location demeure le même, tant pour un jeune conducteur que pour tout autre locataire de véhicule; l'âge n'a donc aucune pertinence dans la fixation de la prime d'assurance offerte par les défenderesses.
30. La législation québécoise³ prévoit que l'âge minimal pour être détenteur d'un permis de conduire générique, soit de classe 5, est de 16 ans.
31. Le traitement différentiel réservé par les défenderesses aux jeunes conducteurs vient compromettre certains droits prévus par la Charte.
32. En effet, l'imposition de frais additionnels et le refus de louer certains ou l'ensemble de leurs modèles de véhicule disponibles en raison de l'âge des jeunes conducteurs contreviennent aux articles 12 et 13 de la Charte lesquels énoncent :
12. Nul ne peut, par discrimination, refuser de conclure un acte juridique ayant pour objet des biens ou des services ordinairement offerts au public.
13. Nul ne peut, dans un acte juridique, stipuler une clause comportant discrimination.
33. Par ailleurs, ces pratiques discriminatoires sont posées sans égard à l'expérience et aux habitudes de conduite ni aux antécédents en matière de sécurité routière ou d'infractions de la route des jeunes conducteurs, pris individuellement.
34. Par conséquent, l'imposition de frais ou le refus de contracter en raison de l'âge des jeunes conducteurs constitue une atteinte illicite et intentionnelle aux droits garantis par la Charte.
35. De ce fait, la demanderesse demande une ordonnance de la Cour pour qu'il soit mis fin aux trois pratiques discriminatoires.
36. Également, pour chaque membre du sous-groupe 1, la demanderesse demande la suppression ou la réduction des frais additionnels imposés en raison de l'âge des jeunes conducteurs, une compensation monétaire équivalente aux taxes payées sur ces frais, des dommages-intérêts moraux ainsi que des dommages-intérêts punitifs.

³ Code de la sécurité routière, L.R.Q., c. C-24.2, art. 67 ; Règlement sur les permis, L.R.Q., c. C-24.2, r. 34.

37. Pour chaque membre des sous-groupes 2 et 3, la demanderesse demande des dommages-intérêts moraux et des dommages-intérêts punitifs.

Le caractère lésionnaire de certains frais additionnels

38. Subsidiairement, si le tribunal conclut qu'il n'y a pas discrimination dans l'imposition des frais additionnels, la demanderesse maintient que les frais additionnels imposés par les défenderesses en raison de l'âge des jeunes conducteurs sont lésionnaires au sens de l'article 8 de la *Loi sur la protection du consommateur*⁴.

39. Les frais additionnels imposés par les défenderesses **Autoplateau** (5,00 \$/jour ou 10,00 \$/jour), **Autorentalcanada.com** (9,95 \$/jour ou 18,95 \$/jour), **Budget** (25,00 \$/jour), **Avis** (25,00 \$/jour), **Discount** (5,95 \$/jour), **Via Route** (5,95 \$/jour), **Alamo** (25,00 \$/jour), **Enterprise** (15,00 \$/jour), **National** (25,00 \$/jour), **Hertz** (10,00 \$/jour, 30,00 \$/jour, 40,00 \$/jour ou 60,00\$/jour), **Globe Car** (9,95 \$/jour ou 29,95 \$/jour), **Thrifty** (30,00 \$/jour, 40,00 \$/jour ou 60,00 \$/jour) en raison de l'âge des jeunes conducteurs créent une disproportion considérable dans les prestations qui équivaut à de l'exploitation des locataires et crée une obligation pour le locataire excessive, abusive et exorbitante.

40. Ces frais additionnels sont imposés indépendamment du tarif quotidien de la location du véhicule et peuvent avoir pour effet de le hausser le coût jusqu'à plus de 100% par rapport au tarif de base offert par les défenderesses.

41. Un tableau présente un aperçu de la hausse du tarif de location quotidien occasionnée par les frais additionnels liés à l'âge pour certains types de véhicules disponibles chez les défenderesses⁵, avec référence appropriée à chaque annexe pour valoir comme si ici au long récit, le tout tel qu'il appert de la **pièce R-6**. Dans ces exemples, les frais additionnels liés à l'âge ont pour effet pratique de hausser le coût de la location du véhicule d'environ 5% à plus de 107 % par rapport au tarif de base.

42. Pour chaque membre du sous-groupe 1 ayant contracté avec les défenderesses, la demanderesse demande la réduction ou la suppression de leurs obligations équivalente aux frais additionnels imposés en raison de l'âge des jeunes conducteurs et une compensation monétaire équivalente aux taxes payées sur ces frais ainsi que des dommages-intérêts moraux et punitifs.

⁴ L.R.Q., c. P-40.1

⁵ Ces données ne sont pas exhaustives en raison des nombreuses variations de tarifs selon les emplacements de location et les types de véhicules offerts. Ces exemples visent à offrir un aperçu des hausses que les frais additionnels liés à l'âge peuvent occasionner.

V – SITUATION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE

43. Guillaume Rousseau est membre de la demanderesse.
44. Il est un résident québécois âgé de 25 ans.
45. Il est attaché politique pour le député de la circonscription fédérale de Pierre-Boucher-Les-Patriotes-Verchères.
46. Le 17 août 2016, il a conclu avec la défenderesse Entreprise un contrat de location, dont une copie est jointe aux présentes comme **pièce R-7**.
47. Le contrat R-7 a été conclu à Montréal.
48. À cette date, M. Rousseau avait 22 ans.
49. La défenderesse Entreprise a imposé à M. Rousseau des frais additionnels pour « jeune conducteur (22-24 ans) » au montant de 5,00 \$ par jour (total de 40,00 \$), taxes en sus, tel qu'il appert du contrat R-7 et du relevé de facturation, dont une copie est jointe aux présentes comme **pièce R-8**.
50. Au moment de conclure le contrat de location, M. Rousseau n'a jamais été questionné par le représentant de la défenderesse Entreprise sur son expérience et ses habitudes de conduite ni sur ses antécédents en matière de sécurité routière ou d'infractions de la route.
51. Des produits d'assurance et d'exonération de responsabilité matérielle ont été offerts, mais aucun de ces produits n'a finalement été inclus au contrat, tel qu'il appert des initiales de M. Rousseau dans les cases suivantes du contrat R-7 :
- Le locataire renonce à l'exonération de responsabilité (ERM) optionnelle et assume la responsabilité des dommages. Voir paragraphe 7.*
- Le locataire renonce à l'assurance accident personnelle et l'assurance effets personnels. Voir paragraphes 9 et 10.*
52. De plus, le relevé de facturation, pièce R-8, ne comporte aucuns frais ou supplément se rapportant à un produit d'assurance ou d'exonération de responsabilité.
53. À la lecture de l'ensemble des clauses du contrat de location, pièce R-7, il appert que :

- a. M. Rousseau devait :
- i. Assumer les dommages occasionnés au véhicule pendant la période de location (clause 7) ;
 - ii. Prendre faits et cause pour la défenderesse Enterprise dans les poursuites intentées contre elle résultant de l'usage du véhicule pendant la location (clause 9(a)) ou de l'omission de retirer les biens personnels et les données téléchargées sur le véhicule à l'expiration de la période de location (clause 11) ; et
 - iii. Indemniser la défenderesse Enterprise pour toutes condamnations où elle est tenue civilement responsable suite à un accident ou incident (clauses 9(d)) ;
- b. L'assurance personnelle de M. Rousseau était la couverture primaire dans le cas d'une réclamation (clause 9c) ; et
- c. Les produits d'assurance ou d'exonération de responsabilité étaient facultatifs et non obligatoires (clauses 8, 10, 17 et 18).

54. Un dépôt a été versé équivalant au montant de location, tel que le prévoit la politique de la défenderesse Enterprise, tel qu'il appert de la copie d'écran de la foire aux questions sur son site Internet dont une copie est communiquée comme **pièce R-9**.

55. M. Rousseau est en droit d'obtenir une compensation pour le total des frais additionnels imposés en raison de son âge, soit 40,00 \$, plus une compensation monétaire équivalente aux taxes payées sur ces frais additionnels.

56. M. Rousseau a été insulté, vexé et a éprouvé un sentiment d'injustice par cette transgression à ses droits garantis par la Charte et est en droit d'obtenir des dommages moraux en lien avec cette atteinte.

57. Vu la violation intentionnelle de ses droits garantis par la Charte, M. Rousseau est également en droit d'obtenir des dommages-intérêts punitifs.

58. Subsidiairement, si le tribunal conclut qu'il n'y a pas discrimination dans l'imposition des frais additionnels, M. Rousseau est en droit d'obtenir la suppression ou la réduction des frais additionnels imposés en raison de son âge et à une compensation monétaire pour les taxes appliquées sur ces frais.

59. Les frais additionnels imposés à M. Rousseau ont eu pour effet d'augmenter le tarif de location de 10% comparativement au tarif de base, ce qui crée une disproportion considérable dans les prestations qui équivalent à de l'exploitation et constitue une obligation pour le locataire excessive, abusive et exorbitante.

VI – FAITS DONNANT NAISSANCE À UNE ACTION INDIVIDUELLE À L'ÉGARD DE CHAQUE MEMBRE

60. Les membres du sous-groupe 1 ont chacun une action individuelle contre la ou les défenderesses avec lesquelles ils ont contracté ou ont été désignés dans un contrat avec les défenderesses dans lequel des frais additionnels ont été imposés en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés.

61. Les membres des sous-groupes 2 et 3 ont chacun une action individuelle contre la ou les défenderesses qui ont refusé de louer un ou tout modèle de véhicule en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés dans le contrat.

VII – LA COMPOSITION DU GROUPE REND DIFFICILE OU PEU PRATIQUE L'APPLICATION DES RÈGLES DU MANDAT OU DE LA JONCTION D'INSTANCE

62. Le nombre de jeunes conducteurs ayant tenté de louer un véhicule ou ayant été désigné dans un contrat de location de véhicule à court terme dans les trois (3) dernières années se chiffre sans doute à plusieurs milliers au Québec.

63. Il n'est pas possible de connaître le nombre exact et l'identité des jeunes conducteurs ayant tenté de louer un véhicule auprès des défenderesses ou ayant été désigné dans un contrat de location de véhicule avec elles.

64. Cependant, selon les statistiques annuelles de la Société de l'assurance automobile du Québec (ci-après « SAAQ »), le nombre de titulaires d'un permis de conduire au Québec âgés entre 16 et 24 ans dans les dernières années se chiffre à :

2014	507 632
2015	499 673
2016	485 397
2017	470 576

Le tout, tel qu'il appert du document *Données et statistiques 2017* de la SAAQ, communiqué aux présentes comme **pièce R-10**, à la page 5.

65. Étant donné les sommes modestes en jeu pour chacun des membres du groupe, il est peu probable qu'un recours individuel devant les tribunaux soit financièrement viable.

66. Par ailleurs, il est fort probable que le comportement discriminatoire des défenderesses perdurera si l'action collective n'est pas autorisée.

VIII – QUESTIONS DE FAITS ET DE DROIT IDENTIQUES, SIMILAIRES OU CONNEXES

67. Les principales questions qui seront traitées collectivement sont les suivantes :

- a. Est-ce que les défenderesses ont imposé des frais additionnels à des locataires ou ont refusé de conclure un contrat de location pour certains ou tout type de véhicules en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés dans le contrat de location?
- b. Est-ce que les pratiques d'imposer des frais additionnels à des locataires et de refuser de conclure un contrat de location pour certains ou tout type de véhicules en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés dans le contrat de location sont discriminatoires au sens de la Charte?
- c. Est-ce que les membres du sous-groupe 1 ayant contracté avec les défenderesses ont droit à la suppression ou la réduction des frais additionnels imposés en raison de l'âge et à une compensation monétaire pour les taxes appliquées sur ces frais?
- d. Est-ce que les membres du Groupe ont droit à des dommages moraux pour les troubles, ennuis, inconvénients et souffrances subis en raison des pratiques discriminatoires des défenderesses à leur égard?
- e. Est-ce que les membres du Groupe ont droit à des dommages punitifs en conséquence de la violation intentionnelle de la Charte?
- f. Est-ce que les membres du Groupe ont droit à la cessation des pratiques discriminatoires des défenderesses?

Subsidiairement, si le tribunal conclut qu'il n'y a pas discrimination :

- g. L'imposition de frais additionnels aux membres du sous-groupe 1 par les défenderesses équivaut-elle à de l'exploitation du consommateur au sens de l'article 8 de la *Loi sur la protection du consommateur*⁶?
- h. L'imposition de ces frais par les défenderesses est-elle une obligation excessive, abusive ou exorbitante pour le consommateur au sens de l'article 8 de la *Loi sur la protection du consommateur*⁷?
- i. Est-ce que les membres du sous-groupe 1 ont droit à la cessation de la pratique d'imposer des frais additionnels lésionnaires aux locataires en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés?
- j. Est-ce que les membres du sous-groupe 1 ayant contracté avec les défenderesses ont droit à la réduction ou la suppression des frais additionnels imposés en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés dans le contrat et à une compensation monétaire pour les taxes appliquées sur ces frais?
- k. Est-ce que les membres du sous-groupe 1 ont droit à des dommages-intérêts moraux et/ou punitifs conformément à l'article 272 *Loi sur la protection du consommateur*⁸ en conséquence de la violation de l'article 8 de cette même loi?

IX – NATURE DE L'ACTION ET CONCLUSIONS RECHERCHÉES PAR LA DEMANDERESSE

68. La nature de la présente action collective est une action en injonction prohibitive permanente, en dommages-intérêts compensatoires, moraux et punitifs, le tout en vertu de l'article 49 de la Charte.

69. Subsidiairement, la nature de la présente action collective est une action en réduction d'obligation, en dommages-intérêts compensatoires, moraux et punitifs le tout en vertu des articles 8 et 272 de la *Loi sur la protection du consommateur*.

70. La demanderesse prévoit demander à la Cour de :

⁶ L.R.Q., c. P-40.1.

⁷ L.R.Q., c. P-40.1.

⁸ L.R.Q., c. P-40.1.

- a. **ACCUEILLIR** l'action collective pour tous les membres du Groupe ;

Concernant la personne désignée :

- b. **ACCUEILLIR** l'action de la personne désignée ;
- c. **CONDAMNER** la défenderesse La Compagnie de location d'autos Entreprise Canada à payer à la personne désignée à titre de réduction de ses obligations une somme de 40,00 \$, plus une compensation monétaire équivalente aux taxes payées sur ces frais, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*;
- d. **CONDAMNER** la défenderesse La Compagnie de location d'autos Entreprise Canada à payer à la personne désignée une compensation à titre de dommages-intérêts moraux, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*;
- e. **CONDAMNER** la défenderesse La Compagnie de location d'autos Entreprise Canada à payer à la personne désignée une compensation à titre de dommages-intérêts punitifs en raison de l'atteinte illicite et intentionnelle à la *Charte des droits et libertés de la personne* (L.R.Q., c. C-12) avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec* à compter du jugement et **SURSEoir** à la détermination du montant des dommages-intérêts punitifs jusqu'à ce que le total des réclamations soit connu ainsi que l'effet de ce jugement sur la situation patrimoniale de la défenderesse;

Concernant le Groupe :

a) Injonction

- f. **ORDONNER** aux défenderesses de cesser les pratiques discriminatoires d'imposer des frais additionnels et de refuser de conclure un contrat de location pour certains ou tout type de véhicules en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés dans le contrat de location;

Subsidiairement, si le tribunal conclut qu'il n'y a pas discrimination :

ORDONNER aux défenderesses de cesser la pratique d'imposer des frais additionnels lésionnaires en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés;

b) Dommages compensatoires

- g. **CONDAMNER** les défenderesses à rembourser les frais additionnels aux membres du sous-groupe 1 ainsi qu'à payer une compensation monétaire équivalente aux taxes payées sur ces frais additionnels avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*;

Subsidiairement, si le tribunal conclut qu'il n'y a pas discrimination :

CONDAMNER les défenderesses à réduire l'obligation des membres du sous-groupe 1 quant aux frais additionnels ainsi qu'à payer une compensation monétaire équivalente aux taxes payées sur ces frais additionnels avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*;

- h. **ORDONNER** le recouvrement collectif de ces réclamations;

c) Dommages moraux

- i. **CONDAMNER** les défenderesses à payer à chacun des membres du Groupe une compensation à titre de dommages-intérêts moraux, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*;
- j. **ORDONNER** le recouvrement collectif de ces réclamations;

d) Dommages punitifs

- k. **CONDAMNER** les défenderesses à payer à chacun des membres du Groupe une compensation à titre de dommages-intérêts punitifs, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec* à compter du jugement et **SURSEOIR** à la détermination du montant des dommages-intérêts punitifs jusqu'à ce que le total des réclamations soit connu ainsi que l'effet de ce jugement sur la situation patrimoniale des défenderesses;

I. **ORDONNER** le recouvrement collectif de ces réclamations;

Concernant la représentante :

m. **ACCORDER** une indemnité la représentante conformément à l'article 593 C.p.c., dont le montant sera déterminé par le Tribunal;

n. **LE TOUT AVEC FRAIS DE JUSTICE**, y compris les frais d'avis et d'experts.

POUR CES MOTIFS, PLAISE AU TRIBUNAL :

ACCUEILLIR la présente demande d'autorisation d'exercer une action collective;

AUTORISER l'exercice de l'action collective en injonction, en dommages-intérêts compensatoires ou en réduction d'obligation, en dommages-intérêts moraux et en dommages-intérêts punitifs;

ATTRIBUER à la demanderesse le statut de représentante des membres du groupe aux fins de l'exercice de la présente action collective;

ATTRIBUER à Guillaume Rousseau le statut de personne désignée aux fins de l'exercice de la présente action collective ;

DÉFINIR le groupe comme suit :

Toute personne au Québec ayant subi une discrimination ou ayant conclu un contrat de location de véhicule à court terme comportant une clause discriminatoire avec l'une ou plusieurs des défenderesses en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés au contrat, et ce, depuis le 16 août 2016.

SOUS-GROUPE 1

Toute personne au Québec ayant conclu ou été désignée dans un contrat de location de véhicule à court terme avec l'une des défenderesses dans lequel des frais additionnels ont été imposés en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés dans le contrat, et ce, depuis le 16 août 2016.

SOUS-GROUPE 2

Toute personne au Québec à qui l'une des défenderesses a refusé de louer à court terme un ou des modèles de véhicule disponibles en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés dans le contrat, et ce, depuis le 16 août 2016.

SOUS-GROUPE 3

Toute personne au Québec avec qui l'une des défenderesses a refusé de conclure un contrat de location de véhicule à court terme en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés dans le contrat, et ce, depuis le 16 août 2016.

IDENTIFIER comme suit les principales questions de faits et de droit qui seront traitées collectivement :

- a. Est-ce que les défenderesses ont imposé des frais additionnels à des locataires ou ont refusé de conclure un contrat de location pour certains ou tout type de véhicules en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés dans le contrat de location?
- b. Est-ce que les pratiques d'imposer des frais additionnels à des locataires et de refuser de conclure un contrat de location pour certains ou tout type de véhicules en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés dans le contrat de location sont discriminatoires au sens de la Charte?
- c. Est-ce que les membres du sous-groupe 1 ayant contracté avec les défenderesses ont droit à la suppression ou la réduction des frais additionnels imposés en raison de l'âge et à une compensation monétaire pour les taxes appliquées sur ces frais?
- d. Est-ce que les membres du Groupe ont droit à des dommages moraux pour les troubles, ennuis, inconvénients et souffrances subis en raison des pratiques discriminatoires des défenderesses à leur égard?
- e. Est-ce que les membres du Groupe ont droit à des dommages punitifs en conséquence de la violation intentionnelle de la Charte?
- f. Est-ce que les membres du Groupe ont droit à la cessation des pratiques discriminatoires des défenderesses?

Subsidiairement, si le tribunal conclut qu'il n'y a pas discrimination :

- g. L'imposition de frais additionnels aux membres du sous-groupe 1 par les défenderesses équivaut-elle à de l'exploitation du consommateur au sens de l'article 8 de la *Loi sur la protection du consommateur*⁹?
- h. L'imposition de ces frais par les défenderesses est-elle une obligation excessive, abusive ou exorbitante pour le consommateur au sens de l'article 8 de la *Loi sur la protection du consommateur*¹⁰?
- i. Est-ce que les membres du sous-groupe 1 ont droit à la cessation de la pratique d'imposer des frais additionnels lésionnaires aux locataires en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés?
- j. Est-ce que les membres du sous-groupe 1 ayant contracté avec les défenderesses ont droit à la réduction ou la suppression des frais additionnels imposés en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés dans le contrat et à une compensation monétaire pour les taxes appliquées sur ces frais?
- k. Est-ce que les membres du sous-groupe 1 ont droit à des dommages-intérêts moraux et/ou punitifs conformément à l'article 272 *Loi sur la protection du consommateur*¹¹ en conséquence de la violation de l'article 8 de cette même loi?

IDENTIFIER comme suit les principales conclusions qui s'y rattachent :

- a. **ACCUEILLIR** l'action collective pour tous les membres du Groupe;

Concernant la personne désignée :

- b. **ACCUEILLIR** l'action de la personne désignée;
- c. **CONDAMNER** la défenderesse La Compagnie de location d'autos Enterprise Canada à payer à la personne désignée à titre de réduction de ses obligations une somme de 40,00 \$, plus une compensation monétaire équivalente aux taxes payées sur ces frais, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*;

⁹ L.R.Q., c. P-40.1.

¹⁰ L.R.Q., c. P-40.1.

¹¹ L.R.Q., c. P-40.1.

- d. **CONDAMNER** la défenderesse La Compagnie de location d'autos Entreprise Canada à payer à la personne désignée une compensation à titre de dommages-intérêts moraux, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*;
- e. **CONDAMNER** la défenderesse La Compagnie de location d'autos Entreprise Canada à payer à la personne désignée une compensation à titre de dommages-intérêts punitifs en raison de l'atteinte illicite et intentionnelle à la *Charte des droits et libertés de la personne* (L.R.Q., c. C-12) avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec* à compter du jugement et **SURSEOIR** à la détermination du montant des dommages-intérêts punitifs jusqu'à ce que le total des réclamations soit connu ainsi que l'effet de ce jugement sur la situation patrimoniale de la défenderesse;

Concernant le Groupe :

a) Injonction

- f. **ORDONNER** aux défenderesses de cesser les pratiques discriminatoires d'imposer des frais additionnels et de refuser de conclure un contrat de location pour certains ou tout type de véhicules en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés dans le contrat de location;

Subsidiairement, si le tribunal conclut qu'il n'y a pas discrimination :

ORDONNER aux défenderesses de cesser la pratique d'imposer des frais additionnels lésionnaires en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés;

b) Dommages compensatoires

- g. **CONDAMNER** les défenderesses à rembourser les frais additionnels aux membres du sous-groupe 1 ainsi qu'à payer une compensation monétaire équivalente aux taxes payées sur ces frais additionnels avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*;

Subsidiairement, si le tribunal conclut qu'il n'y a pas discrimination :

CONDAMNER les défenderesses à réduire l'obligation des membres du sous-groupe 1 quant aux frais additionnels ainsi qu'à payer une compensation monétaire équivalente aux taxes payées sur ces frais additionnels avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*;

h. **ORDONNER** le recouvrement collectif de ces réclamations;

c) Dommages moraux

i. **CONDAMNER** les défenderesses à payer à chacun des membres du Groupe une compensation à titre de dommages-intérêts moraux, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*;

j. **ORDONNER** le recouvrement collectif de ces réclamations;

d) Dommages punitifs

k. **CONDAMNER** les défenderesses à payer à chacun des membres du Groupe une compensation à titre de dommages-intérêts punitifs, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec* à compter du jugement et **SURSEOIR** à la détermination du montant des dommages-intérêts punitifs jusqu'à ce que le total des réclamations soit connu ainsi que l'effet de ce jugement sur la situation patrimoniale des défenderesses;

l. **ORDONNER** le recouvrement collectif de ces réclamations;

Concernant la représentante :

m. **ACCORDER** une indemnité la représentante conformément à l'article 593 C.p.c., dont le montant sera déterminé par le Tribunal;

n. **LE TOUT AVEC FRAIS DE JUSTICE**, y compris les frais d'avis et d'experts.

DÉCLARER qu'à moins d'exclusion, les membres du groupe seront liés par tout jugement à intervenir sur la présente action collective de la manière prévue par la loi;

FIXER le délai d'exclusion à trente (30) jours après la date de l'avis aux membres, délai à l'expiration duquel les membres du groupe qui ne seront pas prévalus des moyens d'exclusion seront liés par tout jugement à intervenir;

ORDONNER l'envoi, par les défenderesses, à chaque membre du groupe visé par la présente action collective pour lesquels l'une des défenderesses possède les coordonnées postales ou courriel une copie de l'avis aux membres par courriel ou par la poste, et ce, dans les trente (30) jours du jugement à intervenir sur la proposition d'avis aux membres de la demanderesse;

ORDONNER tout autre mode de publication jugé utile, efficient et efficace afin de joindre les membres du groupe;

ORDONNER aux défenderesses d'assumer les frais de publication des avis;

RÉFÉRER le dossier au juge en chef pour détermination du district dans lequel l'action collective devra être exercée et désignation du juge pour l'entendre;

LE TOUT, FRAIS DE JUSTICE À SUIVRE.

Montréal, le 16 août 2019

Sylvestre Painchaud et Associés

SYLVESTRE PAINCHAUD ET ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L.

Me Marie-Anais Sauvé

ma.sauve@spavocats.ca

Me Charlotte Servant-L'Heureux

c.lheureux@spavocats.ca

740, avenue Atwater

Montréal (Québec) H4C 2G9

Téléphone : 514-937-2881, p. 227 et 230

Télécopieur : 514 937-6529

Avocats des demandeurs Option consommateurs
et Guillaume Rousseau

Notre référence : 17990MS11

AVIS DE PRÉSENTATION

À :

-et-

2642-0398 QUÉBEC INC.
3585, rue Berri, bureau 110,
Montréal (Québec) H2L 4G3

9007-3529 QUÉBEC INC.
1387, boul. du Curé-Labelle,
Blainville (Québec) J7C 2P1

BUDGETAUTO INC.
975, boul. Roméo-Vachon
Bureau CT-2
Dorval (Québec) H4Y 1H1

AVISCAR INC.
3387, boul. des Sources
Dollard-des-Ormeaux (Québec)
H9B 1Z8

LOCATION AMÉRICAR INC.
101-561, rue Leclerc
Repentigny (Québec) J6A 8B4

2313-7292 QUÉBEC INC.
9500, boul. Henri-Bourassa Ouest
Montréal (Québec) H4S 1N8

L'ÉQUIPE DANY SÉVIGNY INC.
1979, rue King Est
Sherbrooke (Québec) J1G 5G7

ALAMO RENTAL (CN) INC.
181, Bay Street, Suite 2100
Toronto (Ontario) M5J 2T3

**LA COMPAGNIE DE LOCATION
D'AUTOS ENTERPRISE CANADA**
5830, ch. de la Côte-de-Liesse,
bureau 200
Mont-Royal (Québec) H4T 1B1

NATIONAL RENTAL (CN) INC.
181, Bay Street, Suite 2100
Toronto (Ontario) M5J 2T3

**HERTZ CANADA VEHICLES
PARTNERSHIP**
555, rue Arthur-Fecteau
Dorval (Québec) H4Y 1J7

HERTZ CANADA LIMITED
44, Côte du Palais
Québec (Québec) G1R 4H8

9093-4233 QUÉBEC INC.
5653, rue Paré, bureau 100
Mont-Royal (Québec) H4P 1S1

**GLOBE LOCATION D'AUTOS ET
CAMIONS INC.**
5653, rue Paré, bureau 100
Mont-Royal, (Québec) H4P 1S1

**DOLLAR THRIFTY AUTOMOTIVE
GROUP CANADA INC.**
2005, 55^e Avenue
Dorval (Québec) H9P 1G9

PRENEZ AVIS que la présente *Demande pour autorisation d'exercer une action collective* sera présentée devant la Cour supérieure au Palais de justice de Montréal, situé au 1, rue Notre-Dame Est, dans la ville et le district de Montréal, à une date à être déterminée par le juge coordonnateur de la chambre des actions collectives.

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.

Montréal, ce 16 août 2019

Sylvestree Painchaud et Associés

SYLVESTRE PAINCHAUD ET ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L.

Me Marie-Anais Sauvé

ma.sauve@spavocats.ca

Me Charlotte Servant-L'Heureux

c.lheureux@spavocats.ca

(Code d'impliqué : BS0962)

740, avenue Atwater

Montréal (Québec) H4C 2G9

Tél : 514-937-2881, p. 227 et 230

Télec. : 514-937-6529

Avocats de la demanderesse

Notre référence : 17990MS11

COUR SUPÉRIEURE

(Action collective)

**PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL**

NO :

OPTION CONSOMMATEURS

-et-

GUILLAUME ROUSSEAU

Demandereses

-c-

2642-0398 QUÉBEC INC. ET AL.

Défenderesses

**DEMANDE D'AUTORISATION D'EXERCER
UNE ACTION COLLECTIVE
(Article 575 C.p.c et ss.)**

ORIGINAL

Nature

Action collective

ND: 17990MS11

BS0962

Me Marie-Anaïs Sauvé

ma.sauve@spavocats.ca

Me Charlotte Servant-L'Heureux

c.lheureux@spavocats.ca

SYLVESTRE PAINCHAUD ET ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L.

740, avenue Atwater
Montréal (Québec) H4C 2G9
Tél. : (514) 937-2881
Télec. : (514) 937-6529
www.spavocats.ca